

Le mirage du compromis à l'allemande

M. Bayrou se trompe sur la « grande coalition », sur son origine, son fonctionnement, ses succès. C'est une anomalie sans avenir

Pour dissiper les doutes sur les chances de création et les succès promis d'un gouvernement d'« union nationale », le candidat Bayrou regarde outre-Rhin. Il se réfère de plus en plus souvent à un cas qu'il juge à même d'illustrer la pertinence de son projet gouvernemental : la « grande coalition en Allemagne » – l'alliance formée par les deux grands partis de gauche et de droite qui gère le pays depuis novembre 2005.

Cette comparaison laisse perplexes ceux qui suivent la politique allemande de près. Aujourd'hui, les deux tiers des Allemands ne sont pas satisfaits du travail du gouvernement. La fin anticipée de ce régime politique exceptionnel – que le pays n'a connu qu'une fois avant l'épisode actuel, entre 1966 et 1969 – est désormais ouvertement évoquée par les hauts responsables des deux partis. La presse parle de « blocage » et d'« années perdues ».

Que dit M. Bayrou sur l'Allemagne ? Il se félicite du « gouvernement d'union », fait des références détaillées aux résultats économiques « époustouffants » et en tire une conclusion simple : « Cela prouve que, quand on rassemble les forces d'un pays et que l'on prend les décisions qui s'imposent, alors les résultats suivent. Les Allemands ont adhéré à la démarche proposée par le gouvernement d'Angela Merkel, parce qu'ils ont bien vu que leurs responsables de tous bords avaient décidé, désormais, de se mettre, au moins pour un moment, au service de l'intérêt général du pays et non plus au service des intérêts partisans. »

Ce raisonnement contient trois erreurs : un malentendu sur l'origine de la grande coalition en Allemagne, une

Henrik Enderlein

Titulaire de la chaire Fulbright sur l'Allemagne contemporaine à l'université Duke (Etats-Unis)

illusion sur son fonctionnement réel, et finalement un contresens sur les raisons des succès économiques récents.

Le gouvernement allemand actuel ne représente certainement pas un « gouvernement d'union », tel qu'il semble être préconisé par M. Bayrou. Son origine est fondamentalement conflictuelle : l'image du mariage forcé serait plus appropriée. Le soir des élections législatives, faute de majorité absolue au sein de chaque bloc politique, les deux grands partis ont à choisir entre la crise institutionnelle (dont l'ultime conséquence est le retour forcé devant les électeurs) et le pacte avec l'ennemi.

La grande coalition naît alors d'une méfiance extrême entre les deux partis, donnant lieu à des négociations longues et dures qui aboutissent à la signature d'un « contrat de coalition » détaillé. Le système allemand a l'habitude de ce genre de négociations : toutes les coalitions définissent en début de législature les grandes lignes de la politique à suivre. Mais plus encore que les contrats de coalition classiques, un contrat de grande coalition vise surtout à limiter le champ d'action du gouvernement et les impulsions données par le chancelier. Il repose sur le plus petit dénominateur commun du programme des deux grands partis et rend donc quasi impossibles des choix visionnaires ou courageux.

Le nombre de politiques allemands préconisant ouvertement une grande coalition avant des élections est extrêmement faible. Il y a quelques cas au niveau régional où ce type d'alliances fonctionne pendant plusieurs législatures et est reconduit même en présence d'options plus homogènes. Mais sur le plan national, la grande coalition reste une anomalie.

Les clivages entre la gauche et la droite sur les grands chantiers de la politique nationale sont tout simplement irréductibles.



En fait d'union, la réalité de cette alliance, c'est la continuation de la politique partisane par d'autres moyens

bles. L'obligation momentanée, imposée par le système électoral aux partis, de dépasser leurs clivages n'y change rien. A titre d'exemple, l'Allemagne vient d'assister à l'échec retentissant de la réforme nécessaire de l'assurance-maladie. Cette réforme avait été considérée comme l'un des projets-phares du gouvernement Merkel. Malheureusement, les visions des deux grands partis étaient extrêmement éloignées.

Le résultat est un compromis dans le

plus mauvais sens du terme. Chaque parti a réussi à protéger ses pions, mais les problèmes sont loin d'être résolus. Ce type de réforme est symptomatique d'une grande coalition à l'allemande. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, celle-ci a tendance à empêcher les « bons compromis » – si fortement ancrés dans la vision française de la politique allemande – à cause de son caractère provisoire et institutionnellement conflictuel. Comme les deux grands partis savent qu'ils s'affrontent aux prochaines élections, la grande coalition allemande représente un armistice instable. Les deux partis cherchent constamment des options pour quitter le pacte, flirtent avec les petits partis et utilisent toutes les possibilités pour affaiblir l'adversaire-partenaire. La grande coalition, c'est la continuation de la politique partisane par d'autres moyens.

Ce serait par ailleurs un contresens d'attribuer les réussites récentes de l'économie allemande aux vertus de cette grande coalition. Les réflexions de M. Bayrou suggèrent que c'est grâce à la grande coalition que l'Allemagne va mieux. Cela revient à insinuer que le pays serait en moins bonne santé économique sous un gouvernement « pur » de gauche ou de droite. Rien n'est moins sûr.

S'il convient d'une manière générale d'être hésitant quant à la capacité des gouvernements à influencer la croissance à court terme – la grande coalition est en place depuis dix-huit mois –, il n'y a, dans le cas présent, aucune réforme susceptible d'expliquer l'accélération phénoménale de la croissance et de l'emploi en Allemagne. La seule « réforme » économique mise en place par la grande coalition et déjà en vigueur est la hausse de la TVA...

Les raisons de la reprise allemande sont multiples, mais elles sont détachées de la politique actuelle. C'est tout d'abord la restriction salariale négociée entre les syndicats et le gouvernement Schröder (coalition entre la gauche et les Verts) pendant près d'une décennie qui a permis aux industries allemandes de regagner de la compétitivité par rapport à leurs concurrents – notamment européens. Il y a aussi un simple effet de rattrapage : les faibles taux de croissance allemands pendant les dernières années sont aujourd'hui en partie compensés. Il y a enfin un effet structurel d'accélération de la croissance en Allemagne de l'Est. Cet effet reste relativement marginal, mais il contribue à créer un contexte favorable.

Quant au déficit budgétaire, variable-clé utilisée par M. Bayrou pour chanter l'éloge du miracle allemand, il a tout simplement baissé grâce à la reprise de l'économie allemande. La part de politique active de réduction du déficit est restée limitée à la hausse de la TVA déjà évoquée. Mais même cette hausse semblait être déjà acquise avant les élections législatives : le camp conservateur avait fait campagne sur la nécessité de l'augmenter.

Essayer de convaincre les électeurs français qu'un gouvernement d'union nationale à la française pourrait réussir de la même manière que la grande coalition « réussit » en Allemagne est un non-sens. S'il ne s'agit point de remettre en cause le programme du candidat ou son éligibilité – ces questions ne me concernent pas –, soumettre à une critique détaillée l'admiration de M. Bayrou pour la grande coalition allemande paraît plus qu'opportun. Vue d'Allemagne, elle apparaît comme une idylle injustifiée. ■

La Pologne, entre conservatisme et dynamisme

A en croire « Le Monde », notre pays serait entré dans une phase inquiétante sous le gouvernement des frères Kaczynski. Mais c'est un peu vite dit

Le Monde (dans son éditorial du 4 avril) reprend ce qui est devenu le discours dominant en Europe occidentale sur l'état inquiétant de la Pologne sous le gouvernement des Kaczynski. La nouvelle Pologne, autrefois « avant-garde de la transition post-communiste », serait devenue une arrière-cour de l'Europe dans laquelle les communistes font l'objet d'une chasse aux sorcières et où le gouvernement veut interdire l'avortement et rétablir la peine de mort.

Le gouvernement polonais est certes socialement conservateur et beaucoup trop tourné vers le passé, sa politique étrangère est aussi ferme que maladroitement, mais tout cela ne constitue qu'une face de la médaille. L'autre est radicalement différente.

Quel pays européen connaît une croissance annuelle proche de 7 % ? En matière d'économie, le gouvernement des Kaczynski a poursuivi les réformes du marché et n'a pas cédé aux pressions de ses partenaires de coalition qui souhaitaient mettre en place des mesures protectionnistes.

Favorables à ce qu'un rôle important soit dévolu à l'Etat et à la solidarité sociale, ils louent le dirigisme français et l'économie sociale de marché allemande et ont pris leurs distances à l'égard du modèle américain.

Aujourd'hui, la plus forte opposition à laquelle ils se heurtent ne provient pas des socialistes mais des libéraux à tout crin (regroupés dans la Plate-forme civique) qui veulent instaurer un impôt forfaitaire de 15 % pour tous et diminuer les dépenses publiques.

La Pologne est, sans conteste, un pays socialement très conservateur – sa population est catholique à 90 %, plus de 60 % des Polonais vont à la messe chaque dimanche et un quart d'entre eux vivent et travaillent à la campagne. Quel que soit le parti politique au pouvoir, le gouvernement polonais restera conservateur dans un contexte européen. Il n'est donc pas surprenant que ce gouvernement veuille inclure une référence au christianisme dans la

Kerry Longhurst

Enseigne à l'European Research Institute (Birmingham)

Marcin Zaborowski

Travaille à l'Institut d'études et de sécurité de l'UE

Constitution européenne. Mais n'oublions pas qu'à l'origine cette demande a été formulée par l'ancien gouvernement social-démocrate et son président Kwasniewski – un ex-communiste qui se dit lui-même agnostique. D'ailleurs, plusieurs pays européens, dont l'Allemagne d'Angela Merkel, ont appuyé cette idée.

Pays pro-américain

Le Monde laisse aussi entendre que les Kaczynski tolèrent l'antisémitisme sous prétexte qu'ils dirigent une coalition comprenant la Ligue des familles polonaises (LPR), une organisation de la droite extrême. Le journal se réfère à la brochure antisémite rédigée par un eurodéputé de la LPR, Maciej Giertych. Giertych est effectivement un Le Pen polonais, ses idées sont choquantes et scandaleuses, mais la question est de savoir dans quelle mesure il est représentatif de la société polonaise en général et du gouvernement actuel en particulier.

Giertych a voulu se présenter à la présidentielle de 2005, mais il a recueilli un si faible soutien qu'il a dû se retirer de la course avant même d'avoir commencé. Dans les sondages, son parti recueille aux alentours de 3 % des suffrages.

C'est encore trop, mais c'est bien moins que le score que peut espérer Le Pen dans la prochaine élection présidentielle française. Il est certes regrettable que le gouvernement dépende du soutien des extrémistes. Mais en gardant la LPR dans le gouvernement, les Kaczynski sont parvenus à l'isoler de sa base

populaire. Si des élections avaient lieu aujourd'hui, selon les sondages, ce parti n'aurait aucun représentant au Parlement.

Venons-en à présent à la politique étrangère. Les dirigeants au pouvoir restent réservés envers l'UE et continuent à mettre en avant l'« Europe des nations » prônée par de Gaulle. Mais il semble que la position des Kaczynski sur l'UE est en train d'évoluer. Varsovie a récemment proposé la création d'une armée européenne de 100 000 hommes, approuvé la déclaration de Berlin et accepté le principe d'un nouveau traité pour l'Europe. Il apparaît aujourd'hui que la dernière objection sérieuse du gouvernement polonais au texte constitutionnel existant soit une réticence à l'égard du système de vote à la double majorité – un obstacle qui n'a rien d'insurmontable.

Enfin, qu'en est-il de cet amour inconditionnel de l'Amérique que l'on prête aux Polonais ? Soyons clairs : la Pologne est un pays pro-américain, comme tend à l'être tout pays coincé entre l'Allemagne et la Russie. Mais ce ne sont pas les frères Kaczynski qui ont envoyé des troupes polonaises en Irak et signé la fameuse « Lettre des huit » déclarant leur loyauté aux Etats-Unis.

Ce fut le fait d'un gouvernement social-démocrate composé d'ex-communistes. L'actuel gouvernement a retiré pratiquement toutes les troupes polonaises d'Irak, et la Pologne est devenue un participant majeur aux missions de l'UE au Liban et en République démocratique du Congo.

Ce gouvernement croit en un Etat fort, en un renouveau moral et en une politique étrangère affirmée. Mais reconnaissons qu'il est maladroit sur le plan diplomatique et se moque de la façon dont il est perçu à l'étranger. Prenons garde que nos critiques ne se fondent uniquement sur les aspects sensationnalistes de la politique polonaise. Par bien des aspects, les frères Kaczynski ne font qu'essayer de s'inspirer de la France gaulliste. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

RECTIFICATIFS ET PRÉCISIONS

Valeo. La prochaine assemblée générale de Valeo aura lieu le 21 mai, et non pas le 31 mai comme nous l'avons écrit dans *Le Monde* du 12 avril dans l'article consacré au renouvellement du conseil d'administration de cette entreprise.

Darfour. Pierre Micheletti, président de Médecins du monde, nous précise que le point de vue sur le Darfour cosigné par Jacky Mamou, ancien président de Médecins

du monde et aujourd'hui président de l'association Urgence Darfour (*Le Monde* du 7 avril), n'engage pas l'ONG Médecins du monde, qui garde la maîtrise de sa parole sur ce sujet.

Cinéma. C'est par erreur que le film *Le Vieux Jardin*, de IM Sang-soo, sorti en salles depuis le 11 avril, figurait sous la rubrique « Nous n'avons pas pu voir » dans nos pages cinéma du *Monde* du 11 avril.

Proposer un texte à la page Débats

par courriel : opinions@lemonde.fr

par la poste : Le Monde, page Débats, 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13

Nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois. Les textes courts, maximum 4500 caractères espaces compris, sont bienvenus.

France les derniers chiffres

NUMÉRO SPÉCIAL EXAMENS

Pays émergent
Altermondialisme
Banque mondiale
Bretton Woods
PNUD
OCDE
OMC
FMI

Il y a 60 ans, le GATT bilan de la mondialisation

www.lemonde.fr/dosdoc

LES CLÉS DE L'INFO

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Spécial examens 2,90 €

DOSSIER 1 La France en petite forme Dette, chômage, croissance : les réalités d'un pays qui attend son heure

DOSSIER 2 Mondialisation : bilan et exigences La création du GATT a marqué le début du libre-échange. C'était il y a 60 ans

+ Les clés de l'info tout ce qu'il faut retenir de l'actualité du mois

avril 2007 DOSSIERS & DOCUMENTS

POUR TOUT SAVOIR, LE MEILLEUR DU MONDE